



poussent les gouvernements à agir, à réagir, et parfois à prendre des initiatives.

Considérez, par exemple, le remarquable effort, d'ailleurs couronné de succès, en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel, effort dont le Canada a été le fer de lance; le nombre croissant d'accords de libre-échange; le différend au sujet de Cuba qui oppose de longue date Ottawa à Washington; et la brève « guerre du poisson » avec l'Espagne. Bien qu'il s'agisse de situations tout à fait différentes, l'action du gouvernement a été (et demeure) approuvée et soutenue par la plupart des Canadiens.

Pourtant, envisager de créer un volet « nordique » ou « circumpolaire » de la politique étrangère canadienne, alors que sur le plan national le Nord demeure – en dehors de ses brèves flambées de passion – au-dessous de l'horizon de la conscience politique canadienne, demeure une entreprise difficile. Car si cela ne revêt d'importance que pour les intéressés actuels, c'est-à-dire les habitants du Nord et un petit groupe de personnes du Sud du Canada dont la vie est liée au Nord par vocation ou par obligation, il sera bien difficile de susciter de l'intérêt pour une telle approche.

En revanche, à cause des débouchés et des défis que le Nord offre, celui-ci a un rôle direct à jouer dans l'avenir du Canada et de ses relations avec l'étranger, le groupe des intéressés devra être considérablement élargi.

Ne mâchons pas les mots; si l'existence d'un volet « nordique » ou « circumpolaire » de notre politique étrangère n'intéresse que ceux qui participent à des forums tels que ceux-ci, autant l'oublier tout de suite. L'élargissement du groupe des Canadiens favorables à une telle orientation est peut-être l'obstacle le plus difficile à franchir pour donner une dimension « nordique ou circumpolaire » réelle et dynamique à notre politique étrangère.

Comme le dit Franklyn Griffiths, « le problème tient à l'absence totale d'homogénéité entre le Nord et le reste du Canada. Que ce soit sur le plan géographique ou autre, le Nord et l'Arctique canadien sont coupés du reste du pays. Il y a une cassure entre l'ensemble du Canada et le monde circumpolaire et il y a en une autre entre les relations circumpolaires et le reste des affaires mondiales ainsi que des préoccupations et des priorités des centres de décisions dans le Sud ».

Le Nord est peut-être trop souvent considéré isolément, en particulier, par ses habitants et par le petit groupe de professionnels qui se préoccupent uniquement des « choses » du Nord. Ce groupe fermé se plaint souvent du fait que ses membres et que le Nord sont ignorés et mal compris par « les autres »; ils semblent d'ailleurs presque se complaire dans cet état d'esprit.

Pourtant, tant que le Nord ne prendra pas plus d'importance aux yeux des sudistes, le paradoxe des Canadiens qui se « sentent » attachés au Nord tout en lui réservant la portion congrue dans le programme national, se répercutera probablement aussi sur notre politique nationale.

En fait, à qui appartient le Nord — tracés des frontières, menaces réelles ou imaginaires

La politique étrangère traditionnelle était fondée sur l'affirmation de la souveraineté et sur la protection de l'État nation contre les menaces « étrangères ». Grâce à la « plus longue frontière non défendue du monde », il a longtemps été possible pour le Canada d'accorder une moindre priorité à la sécurité en tant qu'impératif de sa politique étrangère. Aujourd'hui, dans le monde d'après-guerre froide, on considère de plus en plus qu'avec la fin de la rivalité des superpuissances et l'étrange logique de son principe de stabilité fondé sur la destruction mutuelle assurée, nous sommes à l'aube d'un nouveau régime de relations internationales. On pense aussi maintenant que